

16 juillet 2005

**Le jour de libération fiscale
est arrivé...**



Du 1^{er} janvier au 15 juillet au soir, les Français auront consacré toutes leurs journées de travail à financer le train de vie de l'État. Ce n'est qu'à partir du 16 juillet qu'ils pourront enfin travailler pour eux.

Le 16 juillet, c'est le même jour que l'an passé. La dépense n'a donc pas baissé et les impôts non plus !

**CONTRIBUABLES
ASSOCIES**
TROP DE DÉPENSES PUBLIQUES C'EST TROP D'IMPÔTS

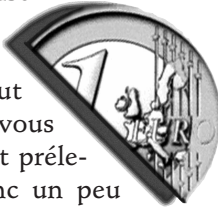
ASSOCIATION Loi de 1901 (J.O du 7 mars 1990)
42 rue des Jeûneurs -75077 PARIS CEDEX 02 - Tél.: 01 42 21 16 24 - Fax: 01 42 33 29 35
www.contribuables.org

16 juillet : Jour de libération fiscale du contribuable

TROP D'IMPÔTS !

*Sur un euro gagné,
l'État en prend plus de la moitié*

En France, le poids de la dépense publique (administrations centrales, collectivités locales, sécurité sociale) est de 53,6 % du Produit Intérieur Brut (PIB). Résultat : sur chaque euro que vous avez gagné, plus de 53 centimes sont prélevés par le fisc. Il vous en reste donc un peu moins de la moitié.



53 % de votre argent, c'est également 53 % de votre temps. Ce qui signifie que du 1^{er} janvier au 15 juillet inclus, soit 196 jours par an, nous avons travaillé exclusivement pour financer les dépenses somptuaires de l'État. Ce n'est qu'à partir du 16 juillet que nous serons enfin libérés de la corvée.



*Les Français travaillent
plus de six mois et demi par an
pour payer leurs impôts*

TROP DE GABEGIES !

*L'État est incapable de limiter
son propre « train de vie »*

Le gouvernement se targue de maîtriser la dépense publique alors que nos impôts : taxe d'habitation, taxes foncières, taxes sur les salaires (lundi de Pentecôte), CSG... ne cessent d'augmenter et que la dette publique explose littéralement pour atteindre le chiffre astronomique de 1 065 milliards d'euros. Les comptes de l'État sont donc biaisés !

En réalité, si la dépense publique avait été gelée depuis 1997, les Français auraient été libérés, cette année, non pas le 16 juillet, mais le 2 juin !

Année	Dépenses gelées au niveau de 1997 en % du PIB	Jour de libération théorique (gel sur 1997)	Jour de libération effectif
1997	55,0	-	20 juillet
1998	52,7	13 juillet	17 juillet
1999	51,0	6 juillet	17 juillet
2000	49,0	29 juin	13 juillet
2001	47,2	21 juin	10 juillet
2002	45,5	16 juin	12 juillet
2003	43,8	9 juin	14 juillet
2004	42,7	6 juin	16 juillet
2005	41,3	2 juin	16 juillet

Pas un gouvernement n'a réussi à maîtriser les dépenses démagogiques des administrations publiques. Chaque année, l'État accapare donc un peu plus le fruit du labeur des Français.

*En 9 ans,
les contribuables ont perdu
1 mois et demi de travail*

...ASPHEXIEZ NOTRE ÉCONOMIE

La France est à la traîne de l'Europe

Les contribuables des autres pays de l'Union européenne sont, en moyenne, libérés le 23 juin, soit 23 jours avant nous. Les Français travaillent pour l'État et son administration pendant 196 jours, les Allemands 170 jours, les Anglais 162 et les Espagnols seulement 145. Nous sommes les rois de la corvée !

État	Date de libération fiscale	Jours confisqués par l'État	Retard français
Slovaquie	20 mai	140	56 jours
Espagne	25 mai	145	51 jours
Royaume-Uni	11 juin	162	34 jours
Pologne	16 juin	167	29 jours
Allemagne	19 juin	170	26 jours
Italie	23 juin	174	22 jours
France	16 juillet	196	-
Moyenne des pays de l'Union européenne	23 juin	173	23 jours
Moyenne OCDE	26 mai	146	50 jours

Les nouveaux pays membres de l'Union européenne ont un système fiscal beaucoup moins liberticide que le nôtre. Le plombier polonais est, par exemple, libéré un mois avant son homologue français et le slovaque l'est même deux fois plus tôt. La France ne peut, dans ces conditions, faire face à la concurrence européenne et internationale.

*La dépense publique
coûte aux Français 50 jours de plus
que dans les autres pays de l'OCDE*

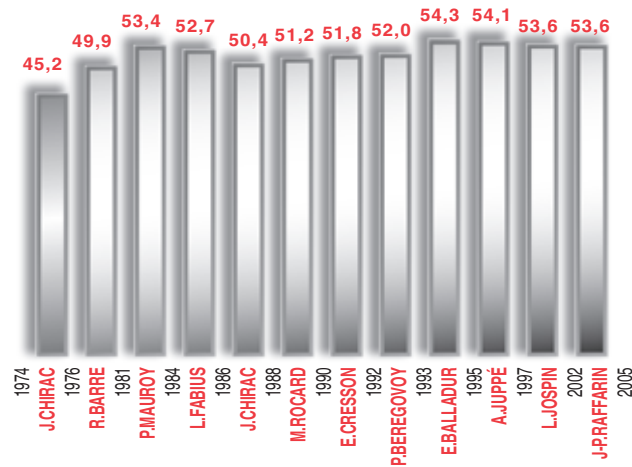
DROITE - GAUCHE :

Une responsabilité partagée

Sous les gouvernements de gauche comme de droite, depuis un quart de siècle, l'administration fait main basse sur au moins la moitié des richesses produites par les Français.

Mieux : depuis 1974, la part de la dépense publique ramenée au Produit Intérieur Brut (PIB) est passée de 45,2 à 53,6 % soit près de... 20% d'augmentation !

Plus de 30 ans de dépense publique
(en % du PIB)



Après les élections de 2002, la nouvelle majorité s'était engagée à réduire les dépenses de l'État. Nous attendons toujours !

*Avec Jospin comme avec Raffarin,
l'État a confisqué plus de
50 % de nos revenus !*